



APPEL URGENT AU SECOURS DES REFUGIES BURUNDAIS EN TANZANIE !!!

LE CALVAIRE VECU PAR LES REFUGIES BURUNDAIS DANS LES CAMPS EN TANZANIE APPELLE A DES ACTIONS URGENTES DE LA PART DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET DU HCR EN PARTICULIER

La province Kigoma en Tanzanie est devenue comme une partie du territoire Burundais où le régime de Pierre Nkurunziza fait la pluie et le beau temps. Ce dernier impose une intense et terrible répression politique contre les réfugiés qui ont fui la persécution sanglante qui règne dans le pays depuis 2015. Les attaques répétées d'hommes armés et les saisies d'armes à feu introduits dans les camps par des hommes en provenance du Burundi constituent une menace sérieuse de la sécurité des réfugiés burundais dans les camps en Tanzanie. Au moins 37 grenades, une mitrailleuse et 200 cartouches ont déjà été saisies dans le camp de Nduta. En plus de ces attaques, il y a des cas de viols, d'arrestations arbitraires, de tortures et traitements inhumains et dégradants, de disparitions forcées, des cas de vols à main armée sont tous les jours enregistrés dans ces camps de réfugiés burundais.

Visiblement, les autorités tanzaniennes jouent la complicité avec le régime burundais, et renforcent des mesures de pression pour contraindre ces réfugiés à rentrer de force dans leur pays d'origine. Dans leurs tentatives désespérées de fuir les camps vers le Kenya et le Rwanda, ils sont attrapés par la police tanzanienne comme des malfaiteurs à abattre, contraints à deux choix : rentrer au pays ou rester sur place et souffrir !

(1) Depuis l'annonce, en avril 2015, du Président Pierre Nkurunziza de sa décision de briguer un troisième mandat, et les manifestations publiques contre la violation flagrante de la constitution de 2005 et de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, signé en 2000, une crise politique sanglante s'est installée au Burundi et a eu des conséquences terribles sur les droits et libertés individuels et collectifs de la population. Ainsi, plus de 500.000 burundais ont pris le chemin d'exil dont un effectif important a été accueilli en République Unie de Tanzanie qui comptait au 28 février de cette année en cours, au moins 274 445 réfugiés. Le HCR en collaboration avec le pays d'accueil avaient érigé trois camps de réfugiés : le camp de Nduta, le camp de Mutenderi et celui de Nyarugusu se trouvant respectivement dans les districts de Kibondo, Kankoko et Kasulu en province Kigoma.

(2) Alors que les réfugiés vivaient dans la tranquillité, la visite du Président Pierre Nkurunziza, en date du 20 juillet 2017 à son homologue tanzanien Magufuli, fut le prélude des malheurs que vivent actuellement ces réfugiés. Les autorités tanzaniennes ont dès lors entamé une campagne de sensibilisation violente exigeant les réfugiés burundais de retourner dans leur pays. Certains réfugiés avaient effectivement répondu à cet appel mais avaient été obligés de reprendre le chemin

d'exil suite aux traitements inhumains et tortures encourus dans leurs ménages de la part des jeunes de la milice Imbonerakure et des agents de l'administration publique.

(3) Le régime de Pierre Nkurunziza, non content de l'image négatif qu'affiche l'existence des camps de réfugiés dans la région, au moment où il ne cesse de chanter la paix retrouvée sur tout le territoire nationale, a choisi d'élargir sa campagne de répression contre les réfugiés et ceux qu'il appelle ses « opposants politiques » et « groupes de rebelles armés » se trouvant dans les pays limitrophes en l'occurrence la Tanzanie et la RDC.

Dans ces pays, le régime du CNDD-FDD a profité de la sympathie et de la collaboration que le mouvement entretenait avec les populations locales, quand il était encore dans le maquis. Des envoyés du Service Nationale de Renseignement burundais ont obtenu des missions dans ces pays et ont collaboré avec des agents de la police et de l'administration locale pour traquer les réfugiés assimilés à des opposants politiques. Des agents du SNR s'enregistraient comme des réfugiés pour semer le désordre et forcer ainsi les Etats à prendre des mesures contre les réfugiés burundais qui sont pointés du doigt comme étant la source d'insécurité.

(4) Depuis le début de cette année 2019, le harcèlement contre les réfugiés burundais en Tanzanie a pris une vitesse de croisière. Ces derniers vivent de plus en plus une situation intenable de violences inouïe. Le régime de Pierre Nkurunziza en collaboration avec la police et l'administration tanzanienne y a accentué la répression politique, vu que les mesures de faire rentrer ces réfugiés n'avaient pas réussi. Le tableau d'incidents de violences s'est alourdi dans différents camps. Des cas de viols, d'arrestations et de détentions arbitraires, d'attaques armées sont enregistrés, les auteurs souvent non identifiés par l'autorité publique qui, visiblement ne fait rien pour protéger les victimes.

(5) **Des groupes d'hommes armés burundais** se sont tranquillement installés dans les forêts et alentours des camps de réfugiés burundais en Tanzanie, semant la terreur et commettant des crimes de sang, dont des violences sexuelles contre les femmes et filles qui sortent des camps à la recherche du bois de chauffage. Plus d'une cinquantaine dont des femmes de la composante sociale Twa en ont été déjà victimes. Ce crime s'est accentué durant ces premiers mois de l'année 2019, sans que le pays ne prenne aucune mesure pour la sécurité des victimes. Les hommes qui accompagnent ces femmes sont eux ligotés et tués par la suite.

(6) Le 31 mai 2019, une bande d'hommes armés en uniformes militaires burundais a ouvert le feu et a tenté de voler dans des ménages dont celui d'un commerçant de la zone numéro 1. La police tanzanienne n'a pas intervenue alors qu'elle se trouve tout proche du camp Nduta. Les commerçants sont surtout la cible des attaques des groupes armés burundais car le régime de Pierre Nkurunziza estime qu'ils sont à mesure de financer des opposants politiques qui le combattraient.

Le 27 mai 2019, **une arme d'équipe mitrailleuse et 200 cartouches** ont été saisies en zone 8 village 4 numéro 24. La personne prise en flagrant délit de possession de ces armes a avoué être un agent du SNR burundais.

Le 24 mai 2019, un autre agent du SNR burundais a été attrapé en possession de **d'au moins 37 grenades qu'il tentait d'introduire dans le camp de Nduta en Tanzanie.**

En date du 03 avril 2019, deux réfugiés ont été blessés lors d'une **attaque armée** pendant que des montants importants de shillings tanzaniens ont été emportés par des hommes armés parlant le Kirundi au camp de réfugiés de Nduta. Deux ménages de commerçants vivant au village XI de la zone VII étaient la cible de cinq bandits masqués et armés de fusils et de machettes.

Le 1^{er} avril 2019, trois voleurs burundais armés dont un certain Roger Dusabimana, connu comme un agent du SNR burundais, natif de la commune Busoni, province Kirundo avaient été tués dans le district de Kibondo, tout proche du camp de Nduta.

(7) Depuis le début de cette année, environ 200 réfugiés ont été victimes d'arrestations arbitraires dont certains croupissent aux cachots dans des conditions de tortures et de traitements inhumains et dégradants et d'autres portés disparus.

(8) Pendant ce temps, **des cas de suicides** se multiplient. Au moins huit cas dont deux cas sauvés in extrémis, ont été déclarés au camp de réfugiés de Nduta depuis janvier 2019. La situation socio-économique, les conflits familiaux liés aux cas de viols, la peur permanente de mort liée au refoulement vers leur pays d'origine sont les causes des différents cas de suicide enregistrés.

(9) **Des tentatives vaines de fuite vers des camps de réfugiés dans d'autres pays** en l'occurrence le Rwanda et le Kenya, sont réprimés par le gouvernement tanzanien qui empêche ces réfugiés de sortir des camps, les obligeant de prendre seulement le seul chemin qui mène vers le pays d'origine, contre leur propre gré.

En date du 05 avril 2019, au moins 22 réfugiés ont été arrêté par la police tanzanienne lorsque les victimes tentaient de fuir le camp de Nduta vers le camp de Kakuma au Kenya.

Le 16 mars 2019, plus de 50 réfugiés ont été interpellés sur la frontière avec le Kenya lorsqu'ils tentaient de fuir vers ce pays. Ils ont été détenus au cahot du district de Gakonko avant d'être reconduits au camp de Mutenderi où ils étaient venus. Des sources de certaines familles ont dénoncé des tortures et des traitements inhumains dont certains avaient été victimes. Des informations recueillies nous affirment que certains auraient réussi à quitter le pays après avoir corrompu des policiers tanzaniens qui les y auraient aidés.

(10) **Des mesures draconiennes** pour rendre la vie impossible dans les camps ont été à maintes reprises envisagées et mises en application aux camps des réfugiés burundais en Tanzanie, consécutivement à certains incidents de sécurité et des visites des hautes autorités de l'Etat.

La récente visite d'un officiel est celle du Vice-Ministre de l'intérieur vendredi le 12 avril 2019. Ce dernier a insisté pour demander aux réfugiés de retourner au pays qui, pour lui est en paix et sécurité.

La visite du premier Ministre tanzanien Kassim Majaliwa fut la plus historique pour avoir marqué la vie dure et difficile pour les réfugiés burundais. **D'après cette personnalité politique, les réfugiés n'avaient aucune raison de sortir des camps vu qu'ils sont régulièrement assistés. Il a accusé officiellement les réfugiés burundais d'être à l'origine de l'insécurité dans les localités où sont implantés les camps de réfugiés, et venait ainsi de tomber dans le piège du régime de Pierre Nkurunziza.**

C'est après cette visite que tous les marchés communs dits « Muungane » entre réfugiés et population tanzanienne environnante ont été fermés pour effectivement justifier la mesure de confiner les réfugiés dans leurs camps. A cette occasion, il avait exigé que des marchés soient créés à l'intérieur des camps, des marchés qui allaient être fréquentés par les tanzaniens, sur contrôle.

Par la suite, même ces marchés à l'intérieur des camps ont été refusés. Les responsables des camps en collaboration avec la police et l'administration avaient exigé aux réfugiés de ne pas tenir de « grand commerce » dans les camps. Le transport sur moto a été interdit, l'entretien des champs de cultures aboli, le droit à la liberté de mouvements systématiquement violé, l'interdiction de vente des boissons alcoolisées instauré tandis que les réfugiés forcés de passer des nuits entières dans des rondes nocturnes.

En date du 28 mars 2019, 46 maisons se trouvant au marché interne du camp de Nduta en zone V, servant de boucheries, restaurants, de bistrots et de boutiques de commerce ont été méchamment détruits sur ordre du responsable du camp de Nduta Kiti Barnabé sous la complicité des autorités administrative et policière locale. Le commerce de viande de vaches et de chèvres avait été strictement interdit à partir du 20 mars 2019.

Le premier mars 2019, les réfugiés du camp de Nduta avaient été surpris par une mesure contraignante qui refusait aux femmes en couche de se servir des garde-malades au centre de santé MSF.

(11) En conclusion, nous constatons que le régime du CNDD-FDD durcit la répression politique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Il induit en erreur ou contamine certains pays de la région notamment la Tanzanie qui est son parrain à la lutte armée que le parti a mené quand il était dans le maquis. Ce pays viole de manière flagrante les engagements internationaux que ce pays a souscrits en ratifiant les traités et convention de protection des droits de l'homme dont le pacte international relatif aux droits civils et politiques, le pacte international relatif aux économiques, socio-économique et la convention de Genève de 1951 qui obligent les Etats à traiter les réfugiés avec toute la dignité que mérite les êtres humains.

Au moment où le pays a servi comme médiateur dans le conflit burundais depuis l'Accord d'Arusha pour la paix et la sécurité, signé en l'an 2000, et la crise récente de 2015, le pays aurait mérité son honneur s'il avait gardé sa position indépendante à l'égard du conflit politique actuel.

(12) Vu ce qui précède, nous recommandons ce qui suit :

A l'Etat tanzanien qui a accueilli les réfugiés burundais :

- De respecter les droits et libertés des réfugiés burundais actuels comme il l'a fait pour les autres réfugiés burundais du régime du parti unique et éviter ainsi deux poids deux mesures. La sympathie pour un mouvement politique que l'Etat tanzanien a parrainé ne doit pas lui faire perdre la raison, l'esprit de loi et du respect des engagements pris.

- De laisser la liberté aux réfugiés qui veulent s'exiler dans d'autres pays où ils se sentiraient plus en liberté, et ainsi mettre fin à la chasse à l'homme contre le réfugié burundais ;
- De sécuriser les camps des réfugiés en punir les auteurs de l'instabilité et des violences, au lieu de trouver des alibis et des boucs émissaires pour faire souffrir les réfugiés innocents.

A Madame la rapporteur spécial sur les réfugiés, demandeur d'asile, migrant et personnes déplacées à Banjul :

- De requérir les mesures urgentes telles que consignées dans la lettre du 27 juillet 2018 des organisations de la société civile burundaise dont l'objet était relatif au même sujet « Harcèlement excessif et continu des réfugiés burundais se trouvant dans les camps de réfugiés en Tanzanie et menace d'expulsion »

A l'EAC, UA et l'ONU :

- D'évaluer à juste titre le calvaire vécu par les réfugiés burundais en Tanzanie et trouver des solutions à la hauteur de la situation. Le silence face à la situation risque d'être complice.

A la diaspora burundaise :

- D'organiser des manifestations publiques sur les portes des ambassades de la Tanzanie pour exiger ce pays à respecter les instruments internationaux de droits de l'homme en général et des réfugiés en particulier qu'il a lui-même ratifiés.

Tableau descriptif des faits d'insécurité enregistrés dans les camps de réfugiés en Tanzanie depuis le début de l'année 2019

Description des faits d'insécurité, enregistrés	Date	Camp de réfugiés concerné
Une bande d'hommes armés en uniformes militaires burundais a ouvert le feu et des tentatives de vol dans des ménages dont un commerçant zone numéro 1. La police n'a pas intervenue alors qu'elle se trouve tout proche du camp.	Le 31 mai 2019	Nduta
Un groupe armé de machettes a pourchassé des réfugiés qui se rendaient à la recherche du bois de chauffage. Un enfant a été touché et grièvement blessé	29 mai 2019	Mutenderi
Une arme d'équipe mitrailleuse et 200 cartouches saisies en zone 8 village 4 numéro 24	27 mai 2019	Nduta

Interpellation d'un burundais Imbonerakure prénommé Jean Marie en provenance de la province Cankuzo en possession dans sa valise de 37 grenades qui tentait de les introduire au camp	24 mai 2019	nduta
Visite du Vice-Ministre de l'intérieur tanzanien pour sensibiliser les réfugiés burundais de rentrer au pays	12 avril 2019	Nyarugusu
Arrestations de 2 personnes soupçonnées d'être des agents de renseignement burundais avec des laisser-passer burundais	08 avril 2019	Nduta
Arrestation d'un commerçant réfugiés burundais Ngendakumana Eric et conduit vers une destination inconnue	07 avril 2019	Nduta
Arrestation de neuf réfugiés burundais et peur panique d'autres réfugiés qui craignaient que les victimes soient refoulées vers le Burundis	06 avril 2019	Mutenderi
Arrestation de 22 réfugiés burundais dont 6 hommes, 4 femmes et 12 enfants qui tentaient de fuir vers le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya	05 avril 2019	Mutenderi
Deux réfugiés ont été blessés lors d'une attaque armée pendant que des montants importants de shillings tanzaniens ont été emportés par des hommes armés parlant le Kirundi au camp de réfugiés de Nduta. Deux ménages de commerçants vivant au village XI de la zone VII étaient la cible de cinq bandits masqués et armés de fusils et de machettes.	03 avril 2019	Nduta
Trois femmes et deux mineurs violées dans la forêt de Nyangwa à la recherche du bois de chauffage	02 avril 2019	Nduta
Trois assaillants burundais en possession de pièces de réfugiés tués dans le district de Kibondo dont un certain Roger Dusabimana, un agent du SNR burundais bien connu, natif de la commune Busoni, en province Kirundo	01 avril 2019	Nduta
Trois femmes et une mineur de 15 ans violées par des hommes armés dans la forêt de Mushasha quand elles étaient à la recherche du bois de chauffage	01 avril 2019	Nduta
2 mineurs de 14 et 15 ans violées par des hommes armés qui parlaient Kirundi	30 mars 2019	Mutenderi
Un groupe d'hommes armés attaque la zone 19, village 13. Des tirs nourris ont semé la panique. Au même moment, des tirs nourris entendus aussi à Kibondo	29 mars 2019	Nduta et Kibondo
Chasse à l'homme contre des militaires ex-FAB réfugiés, arrestation de deux ex-FAB Ndayisenga Sylvestre en zone 5, village 5 et Rufu Said détenu et par la suite porté disparus	29 mars 2019	Nduta

46 maisons démolies au marché de Nduta dont certaines, servant de restaurants, boucheries, bistrots et boutiques	28 mars 2019	Nduta
Arrestations du réfugié Ndayisenga Francis vivant dans la zone 9 village 5 et désormais porté disparu	27 mars 2019	Nduta
Le réfugié du nom de Gasango refoulé vers le Burundi, accusé de vouloir traverser la frontière tanzanienne vers le Kenya	26 mars 2019	Mutenderi
Interdiction de vente de viande de chèvres et de vaches dans tout le camp par les responsables du camp	20 mars 2019	Nduta
Interdiction de vente de viande après fermetures des marchés communs avec les tanzaniens par le premier Ministre Kassim Majaliwa en février 2019	19 mars 2019	Mutenderi
Arrestation de plus de 50 réfugiés burundais dont des femmes et enfants retournés de force au camp mais 10 hommes détenus, torturés au cachot du district de Gakongo	16 mars 2019	Mutenderi
Arrestation de 68 réfugiés qui tentaient de fuir la persécution en Tanzanie en direction du voisin Kenya	17 mars 2019	Mutenderi
Peur panique à la perception d'un groupe d'hommes armés venus du Burundi	14 mars 2019	Nyarugusu
Arrestation des réfugiés burundais par la police tanzanienne qui les a dépouillés en plus de leurs biens. Au même moment, il y avait une peur panique suite à la présence des groupes armés éparpillés dans les forêts environnant les camps de réfugiés	09 mars 2019	Mutenderi
Arrestation et tortures de 4 femmes en dehors du camp pour recherche de bois de chauffage et récoltes. Les victimes ont été conduites au cachot de police de Nyamisinya où elles ont passé des jours de tortures et de traitements inhumains	08 mars 2019	Nduta
Interdiction aux femmes qui accompagnent les leurs en situation de couches	01 mars 2019	Nduta
Le représentant du camp de réfugiés intime l'ordre aux réfugiés de rentrer au Burundi faisant comprendre à ces derniers que la paix et la sécurité sont une réalité dans le pays	26 février 2019	Mutenderi
Fermeture du marché Mungano commun aux réfugiés burundais et citoyens tanzaniens. Décision d'ériger ce marché à l'intérieur des camps	21 février 2019	Mutenderi et Nyarugusu
Fouille perquisitions policières et arrestations d'un nombre importants de réfugiés qui étaient en dehors du camp	20 février 2019	Nduta
Paralysie des activités de l'ONG MSF après l'enlèvement le 05 de Bigirimana Emile, un employé de cette ONG. Ce dernier a été, par après, libéré après des séances graves de tortures	7 février 2019	Nduta

Viol des femmes de la composante sociale Twa qui se rendaient à la recherche du bois de chauffage ou de l'argile	03 février 2019	Nduta
Exigences de rondes nocturnes aux réfugiés par zone	01 février 2019	Nduta